

La tolérance, analyse et limites

Frank Darwiche



« À partir du moment où les citoyens approuvent, les yeux fermés, tous les discours et tous les actes d'un homme ou d'un groupe d'hommes, à partir du moment où l'électeur laisse entrer le dogme dans la politique et se résigne à croire sans comprendre, la République n'existe plus que de nom. Comme la confiance est la santé des monarchies, ainsi la défiance est la santé des Républiques. »¹

« Et c'est assurément ce que voulait dire Descartes, lorsqu'il disait, c'est la première phrase de son *Discours de la méthode* : " le bon sens est la chose du monde la mieux partagée " ; et par le bon sens, dit-il plus loin, j'entends la Raison, c'est-à-dire la faculté de bien juger et de discerner le vrai du faux. Il voulait dire, et nous voyons bien maintenant qu'il faut le dire, que la Raison est tout entière en tout homme, qu'en ce sens tous les hommes naissent absolument égaux ; qu'un homme en vaut un autre ; que tout homme a le droit et le pouvoir de douter et de discuter, et que l'ignorance ingénue du plus simple des hommes a le droit d'arrêter le plus sublime philosophe et de lui dire : " Je ne comprends pas, instruis-moi. " Mais je vois bien mieux maintenant. Je vois que la Raison est éternelle et supérieure à l'humanité... »²

Pourquoi ces deux citations du philosophe Alain ?

C'est qu'elles sont le palimpseste, et même l'énoncé de deux principes qui gouvernent les considérations suivantes sur la paix, considérations qui passent non pas par une critique de la tolérance mais par un constat sur son importance puis aussi son insuffisance qui ouvre vers une autre manière d'aborder la question.

Commençons donc par déterminer ces principes, sans lesquels rien ne vaut la peine d'être discuté ici. Le premier est négatif, c'est un refus, le deuxième est comme son antidote :

– La résignation :

Pourquoi relever ce terme ?

La paix est l'état de ce qui est paisible, si l'on veut. C'est l'absence de guerre. C'est le non-conflit. Il est tentant de s'arrêter là.

On aurait alors tout intérêt à ne pas attiser les conflits, à ne pas en créer de nouveaux, et l'on passe aisément de là à l'idée de tolérance, idée digne de louanges en elle-même. Puis l'on passe sans y penser vers une version négative de la tolérance pour la paix : je laisse l'autre dire ce qu'il veut et ce qu'il pense – ensuite je n'interviens pas pour l'empêcher – ensuite je ne l'attaque pas – ensuite... oui, je n'entre pas en conflit avec lui quelle que soit sa nature – ensuite je ne pense pas comme lui – ensuite je ne crois pas ce qu'il croit – ensuite je ne pense pas que ce qu'il dit soit vrai, mais je le laisse dans son erreur pour ne pas créer de vagues.

Bref, je me résigne à laisser tout cela en l'état, ce qui permet de sauvegarder la paix.

Autre chose maintenant, autre sens, toujours dans la résignation et autrement plus important : devant moi, il y a le problème du choix, et d'ailleurs le problème même de la vérité, de choisir la vérité. Où est-elle me demandé-je ? Eh bien, je peux me dire, ce n'est pas là mon affaire ! Je dois donc laisser cette question à ceux qui savent mieux que moi – je « me résigne », je ne discute pas, et je fais confiance, de cette confiance qui est le propre des monarchies et disons aussi des dictatures. Et que font les dictatures, elles oppriment, elles violent les âmes et les corps, elles sont la guerre dans son sens le plus intime, le plus destructeur, elles tuent l'homme parce qu'elles taisent et tuent l'esprit.

Se résigner dans ce sens là mène à la non-pensée, à « croire sans comprendre », sans rien comprendre, et laisse le champ libre aux dictatures de faire les guerres qui leur conviennent et servent souvent à asseoir encore mieux leur pouvoir.

– J'en viens maintenant au deuxième terme/principe, « le bon sens » :

Il nous vient de Descartes et il désigne la raison dans son opération la plus simple, la plus universelle.

C'est que pour Alain, comme pour Descartes, il faut partir de ce constat : « tout homme a du bon sens », il a « le bon sens », il a « la Raison », indivisible et présente en chacun. C'est dire, qu'une fois identifiés les effets néfastes de la résignation, on n'a aucune excuse de les laisser envahir notre pensée et notre société. On est sommé de juger, la raison et son opération sont moralement inaliénables.

Plus encore : ne pas accepter l'autre, ne pas le tolérer par essence, c'est-à-dire par quelque enseignement promulgué par ceux qui « pensent pour moi », à qui je me suis résigné, qui me prêchent « la haine d'une autre religion » par exemple, c'est ne pas se tolérer soi-même, puisque notre humanité, notre raison pour être kantien, est la même. Voilà d'ailleurs, avant même d'aller plus loin dans cet article, une première manière de mesurer quelle religion ou quelle personne ou organisme ou institution pourrait nous convenir ou pas ; et voilà un constat d'action, action de la raison et par la raison, raison pratique, morale.

En tout cas, il fallait énoncer ces principes directeurs, l'un à éviter et l'autre à épouser. Il faut les garder présents devant soi pour ne pas confondre paix et passivité – paix et danger.

Passons maintenant à notre terme clef : la tolérance.

Je l'ai choisi parce qu'il est, d'une manière inhérente, problématique, il pose un problème dont la résolution dialectique, l'*Aufhebung*, nous donnera la vérité.

Qu'est-ce que tolérer ? Et quelle est son importance pour la paix ?

L'étymologie latine est celle de *tollere* : prendre, porter, supporter : je supporte l'autre, je ne le rejette pas, je porte aussi le fardeau qu'est l'autre, et, dans sa vérité que nous allons atteindre ici, je porte le fardeau *avec* lui.

Je me tourne, en ayant ces sens à l'esprit, vers Locke et sa fameuse *lettre sur la tolérance*.³

On n'a jamais arrêté de lire et de relire cette lettre du philosophe « *whig* ».

Locke pose, situe son argument contre celui de Hobbes : pour ce dernier, la paix n'est possible que si l'on n'accepte qu'une seule religion,⁴ alors

que pour Locke, ce n'est qu'en tolérant plusieurs religions qu'on peut assurer la paix du royaume. Le gouvernement qui cherche la paix, assure le philosophe, celui qui veut la voir se répandre d'une manière durable, aura à ne jamais entraver la pratique d'une religion ou d'une autre, nous ajouterons d'une vision du monde ou d'une autre, c'est qu'un homme libre de penser aura moins de raison à fomenter des rébellions pour être reconnu.

Nous reconnaissons ici ce qui deviendra la séparation de l'église et de l'état plus tard. Mais notons aussi que le principe qui motive Locke est la non-violence ou le *non-viol des âmes*. En matière de religion en particulier, mais aussi en matière d'idées politiques, sans parler d'idéologie, on ne peut « forcer » à croire. Et donc, la religion n'a rien à demander à l'état, qui est l'agent, entre autres, de la force sous toutes ses formes.

Je fais ces trois constatations d'après ce que dit Locke :

1. Parmi les choses qu'on peut déléguer à l'État, comme la protection de la personne etc., on ne peut pas inclure l'âme ou l'esprit, dans leur part morale et religieuse. C'est à chacun de s'occuper de son propre salut. Ce n'est pas l'état, sous quelque forme que ce soit, qui puisse faire quelque chose pour nous. Il n'a donc pas à intervenir.

2. Par ailleurs, Locke dit qu'on ne peut pas « forcer » ou « convaincre » l'âme à croire en quelque chose, à approuver foncièrement quelque chose. Il est possible, ce que dira d'ailleurs Spinoza, d'amener les gens à obéir par la force, mais on ne touchera pas à leur for intérieur, à leurs convictions profondes.

3. Enfin, il y a la question de Dieu lui-même, qui n'utilisera jamais de la force pour convaincre les individus, Il les laisse en quelque sorte à leur propre volonté. Sans entrer dans les détails du débat sur la Providence, des controverses du XVII^{ème} et du XVIII^{ème} sur la question de la liberté chez Leibniz par exemple – Dieu ne pouvant choisir que ce qui est le meilleur –, rappelons que c'est l'essence même du christianisme qui risque de se désintégrer si l'on parle d'un Dieu qui forcerait les volontés, puisque l'assise même de toute la théologie chrétienne depuis Saint Augustin jusqu'à Saint Thomas d'Aquin est la liberté, le libre choix. On choisit toujours, et ce choix est refait à chaque instant, d'être chrétien, sinon le *théotokos*, la naissance de Jésus, son appel, le devenir du christianisme seraient nuls. C'est donc l'essence même du christianisme de se détacher de la con-

trainte directe, physique si l'on veut, et donc de son premier organe, l'état⁵.

De tout cela, il ressort, pour résumer, que tolérer c'est – dans son premier sens – ne pas forcer. C'est dire que ni l'état, ni aucune autre instance, ne devrait contraindre quelqu'un à sortir de sa *religio* dans son sens étroit et plus large, c'est-à-dire la manière de vivre qu'il ou elle a choisie.

Mais il faut aller plus loin car ce premier sens, ce « ne pas forcer », va impliquer lui-même une *force*, une *contrainte*, ce qui nous semble nous replacer devant cet acte qu'on voulait évacuer.

Expliquons cela :

Je reviens ici à Kant, dans ses *Éléments de la doctrine du droit*, pour préciser cette « autre » force : il s'agit d'une force qui empêche quelqu'un ou quelque organisme de forcer... :⁶

Le droit est lié à la faculté de contraindre. La résistance qui s'oppose à l'entrave à une action seconde cette action et concorde avec elle.

Or tout ce qui est contraire au droit est une entrave à la liberté selon des lois universelles. Mais la contrainte est elle-même une entrave ou résistance qui advient à la liberté. Par suite, si un certain usage de la liberté est lui-même une entrave à la liberté selon des lois universelles (c'est-à-dire est contraire au droit), alors la contrainte qui s'exerce contre elle, comme empêchement à une entrave à la liberté, est d'accord avec la liberté selon des lois universelles, c'est-à-dire est conforme au droit. Par conséquent, il y a, d'après le principe de contradiction, une liaison directe entre le droit et la faculté de contraindre celui qui y porte atteinte.

Nous voilà donc dans les débuts d'une protection contre le second sens que pourrait avoir ou prendre le mot « tolérance », à savoir « l'indifférence ».

C'est que l'état doit œuvrer, lui dont le devoir est la distillation du devoir de tous, et de chacun envers tous, pour le maintien de la liberté, cette liberté que la tolérance est censée garantir. L'état donc ne fait pas que laisser-faire, il garantit aussi que ce laisser-faire et le laisser-penser qui y est associé soient possibles. Pour cela donc, point d'indifférence, point de tolérance négative, il lui faut intervenir dès qu'on ne laisse plus quelqu'un ou quelque communauté libre dans ses croyances, ses choix etc.

Nous arrivons alors, au sens positif de la tolérance.

Rappelons rapidement le sens négatif : ne pas intervenir, ne pas forcer l'autre... puis garantie de cela par une intervention étatique en droit et en fait, garantie d'ailleurs d'évacuer tout organisme qui ne tolère pas l'autre.

Voici maintenant le sens positif : tolérer, c'est supporter l'autre puis supporter, *porter avec* lui, *tollere*.

Cela signifie que l'indifférence ne suffit pas, que le laisser-faire et le laisser-penser indifférents ou même simplement garantis par l'état, mènent à l'apathie, voire au danger, et qu'il faut *aller vers l'autre*.

À quoi mèneraient un laisser-faire et un laisser-aller sans plus ? une tolérance au sens négatif ? Eh bien à la production et perpétuation de communautés isolées, à un laisser-faire tant que cela ne me touche pas, au développement séparé à tous les niveaux – social, politique, économique, religieux, etc. – à des mini-sociétés.

Et depuis ce développement séparé, quelle que soit sa forme, une aliénation des uns par rapport

est moi et pourtant auquel je n'arrive plus à parler – il m'aliène entièrement, il est ma négation et je m'y reconnais comme le nié, celui qui est nié, sans pouvoir transformer la relation entre nous deux en autre chose, en dialectique. Je me détourne, mais il revient, et je cherche à l'annuler, à l'effacer, à entrer en guerre avec lui ; et c'est alors que refuser le conflit aboutit, paradoxalement, au conflit, et c'en est fait de la paix... à moins d'aller vers lui et porter le fardeau, porter les choses qu'il doit ou a choisi de porter. La tolérance sera alors positive.

Mais même celle-ci, cette tolérance positive, s'arrête là dans sa notion ; elle atteint ses limites, et doit passer à sa vérité, la vérité de son concept dans le devenir, qui est un autre produit de la pensée vivante. Pour qu'elle continue dans sa positivité comme négation créatrice, je dois lui trouver ce qui l'assure en assurant son devenir.

Je me dirige ici, pour faire le pont, vers le philosophe canadien Charles Taylor. Taylor se dresse contre deux géants : les libéraux, la pensée libérale de l'individu, et les tenants de la thèse de sécularisation, tel Max Weber et ses héritiers.⁷

Les premiers isolent l'individu et soulignent son individualité, les seconds, héritiers des Lumières en partie, et critiques, pour certains, de la raison instrumentale,⁸ affirment que l'âge de raison, le désenchantement du monde et ainsi de suite, verra l'homme s'éloigner du religieux et qu'on irait vers un arraisonnement du monde, vers la raison s'instrumentalisant et ainsi de suite.

Face à cela Taylor soutient le *communautarisme*, mais pas n'importe lequel – pas un pluralisme pur à l'américaine par

exemple. Il est communautariste à frontières perméables. Face au « self » libéral, Taylor donne sa propre définition, qui n'en est pas une puisqu'elle est plus condition, à la Sartre, qu'essence : il la veut condition humaine toujours et c'est elle qui détermine le « soi » de chaque individu, et elle est le produit des institutions qui existent dans l'état mais aussi dans les différentes communautés et qui peuvent être de toutes sortes.⁹



La cause principale de la peur, voire du rejet de l'autre : la représentation qu'on s'en fait.

aux autres, dans le sens où l'on ne se reconnaîtrait dans l'*alter* que vaguement... et cette reconnaissance vague finira tôt ou tard par devenir méfiance.

Pourquoi ?

Parce que je suis forcé, de par mon coexistence en un même lieu avec autrui, parfois de le côtoyer ou tout au moins de le « croiser » : je croise l'autre et je vois en lui le visage qui me menace, qui

Tout cela fait de l'individu le produit d'une communauté au sein d'un état, un produit donc d'institutions diverses qui forment sa communauté, la portent et la perpétuent. Mais il est attaché aussi à l'état puis à des entités toujours plus larges, et cet attachement est, en sus, un attachement à des déterminations plus fondamentales, à savoir, en allant vers des liens de plus en plus mondiaux, à une universalité de l'être humain et de certains des principes qu'on dit du droit de l'homme et aussi de la république.

Cela implique que pour chaque individu il y a ce qui le détermine dans sa communauté, et il y a ce qui le détermine universellement, l'humanité en lui pour parler comme Kant. Tout enjeu social est donc le produit des deux. Tous les deux sont à respecter.

Nous arrivons à un stade spécifique :

Nous sommes en communauté, nous tolérons d'abord *négativement* la présence de l'autre et de sa communauté auprès de nous, nous *reconnaissons*, pour que la tolérance continue, des *valeurs universelles* concernant l'être humain, que nous pouvons déduire de la formule kantienne du respect de l'humanité en chacun, et avec cette étape nous sommes déjà sur la voie d'une communication possible, puisqu'elle implique en plus de la tolérance au sens négatif et positif, le *respect*, qui de son côté permet de regarder l'autre et s'y reconnaître, y voir l'humanité, et donc le *comprendre* déjà.

Pour tolérer l'autre au sens actif, il faut que je le comprenne. Je m'y intéresse donc non pas comme source d'informations, ni comme instrument pour atteindre des fins particulières, mais, m'y reconnaissant, pour me connaître moi-même, pour reprendre le mot platonicien.

Que signifie cela au niveau de la communauté ?

D'abord que la communauté, l'autre communauté, n'est pas juste à tolérer indifféremment, elle est à connaître, à s'y connaître, à apprendre à s'y connaître, elle est donc essentielle pour *moi* et pour *ma communauté*.

Cela devrait mener à deux types de pensée active :

1. au niveau de la communauté elle-même et de ses grandes instances et institutions ;
2. au niveau de l'individu.

1. La communauté ne doit pas rester isolée, elle doit être perméable – elle entrera donc non pas

seulement en communication avec l'autre, ni d'ailleurs en reconnaissance pure et simple de l'autre ou des autres communautés, mais en dialectique, ce qui veut dire qu'elle accueillera les affirmations autant que les négations, elle acceptera la force du négatif qui la transforme tout autant que sa force positive qui transforme l'autre ou les autres. Les communautés en dialectique de ce genre sont celles qui passent, pour parler comme Heidegger, de la peur à la crainte – de ce qui produit la haine à ce qui apporte le respect et la proximité ; et ce faisant, entrant en interaction productive, elles acceptent l'épreuve du danger, non pas ce danger vulgaire de guerre, danger de l'isolement par rapport aux autres, mais danger du possible, du devenir, du défi. Les communautés qui, il faudra toujours le souhaiter, entrent dans cette dialectique se transforment continuellement l'une par la force de l'autre. C'est là le garant de plusieurs éléments essentiels – mentionnons-en le progrès, l'avancement de la pensée, l'enrichissement du religieux, et la paix...

C'est là que le devoir de l'état, ou l'un de ses devoirs principaux entre en jeu à nouveau : il doit à tout prix favoriser, voire parfois créer et fonder cet échange, le permettre à tout prix, pour que la paix arrive et/ou continue et pour que d'ailleurs lui-même, cet état, persiste et se perpétue.

2. L'individu qui est dans cette communauté et qui contient, qui a en lui l'universalité de l'homme, doit à son tour accompagner l'état et la communauté. Si la communauté forme en grande partie, par ses institutions, l'individu, celui-ci, par sa raison, est lié toujours déjà à l'universel, au respect de l'homme où qu'il soit, et surtout de son prochain, son voisin dans l'espace qu'il occupe. Il a donc un double devoir :

– entrer en contact avec d'autres communautés et d'autres membres d'autres communautés tout en les respectant ;

– dépasser, et c'est là la tâche la plus difficile, épouser toujours l'universalité, la raison, le respect, et ce coûte que coûte, jusqu'à transformer alors s'il le faut, les idéaux d'institutions spécifiques à sa communauté en échangeant dialectiquement avec ses membres, en *ouvrant* les concepts – qu'ils soient politiques, religieux, coutumiers ou autres, en s'attelant à la tâche de la pensée pour faire avancer sa communauté dans son histoire, pour en faire une communauté historique vivante. C'est, bien entendu, le grand défi de chacun, puisqu'on a, pour reprendre ici Descartes, tous « le sens commun », première manifestation de la raison. L'individu aura donc, *avec* les autres, à négocier

cier les choses pour les transformer, pour déterminer ensemble, par la communication ou la raison communicationnelle, pour reprendre enfin Habermas, la maxime universelle toujours renouvelée, reconfigurée etc., avec l'objectif d'avancer continuellement au sein d'une communauté, de communauté en dialectique productive se déterminant l'une l'autre depuis leur identité, au sein d'un pays et toujours dans la paix.

Disons maintenant, pour répondre à notre question initiale, « la tolérance, est-elle garante de la paix ? » : Non pas la tolérance négative, ni la tolérance active seule, mais la tolérance qui va au-delà d'elle-même vers la reconnaissance dialectique entre communautés et individus. Celle-ci seule est garante de la paix. ■

1. Alain, « Le Culte de la Raison comme fondement de la République », *Revue de Métaphysique et de morale*, janvier 1901 (IX^{ème} année) p.115.

2. Ibid., p. 116.

3. John Locke, *A Letter Concerning Toleration and Other Writings*, Oxford, Liberty Fund, (1667) 2010.

4. Voir A. P. Martinich, *The Two Gods of Leviathan: Thomas Hobbes on Religion and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

5. Je n'entre pas dans les controverses de la lettre de Locke, ou la question catholique telle qu'il l'aborde et qui rate des points importants sur l'essence du catholicisme telle qu'on la retrouve par exemple Saint Thomas d'Aquin... mais je retiens l'essentiel.

6. Kant, *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Introduction, § D, trad. M. Morfaux, in *La pratique et les fins*, A. Colin, 1797, 1992, p.131.

7. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2004.

8. Max Horkheimer et Théodore Adorno, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983.

9. Charles Taylor, *Multiculturalisme : Différence et démocratie*, trad. Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 2009.

Bibliographie

Alain, « Le Culte de la Raison comme fondement de la République », *Revue de Métaphysique et de morale*, janvier 1901 (IX^{ème} année).

Max Horkheimer et Théodore Adorno, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983.

Kant, *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Introduction, § D, trad. M. Morfaux, in *La pratique et les fins*, A. Colin, 1797, 1992.

John Locke, *A Letter Concerning Toleration and Other Writings*, Oxford, Liberty Fund, (1667) 2010.

A.P. Martinich, *The Two Gods of Leviathan: Thomas Hobbes on Religion and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Charles Taylor, *Multiculturalisme : Différence et démocratie*, trad. Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 2009.

Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2004.

Fiche biographique de l'auteur : voir **Le Laboratoire n°1**.

